

Trump, la marche du capitalisme sénile vers la guerre et le rôle des communistes.

**POUR LE PAIN
LA PAIX ET LA LIBERTÉ**

ELECTIONS LEGISLATIVES 1936
PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

Le gros banquier. — Voyons, messieurs, il n'y a qu'un seul moyen d'en sortir. Il faut relâcher le couple Poincaré, il faut relâcher le franc à deux sous.

Le politicien réactionnaire. — Oui, mais les communistes combattent la dévaluation. Ils demandent que les riches paient et, malheureusement, le « peuple » les déteste.

Le marchand de canons. — C'est pour tout le même chose. Une guerre stimulerait les affaires, mais ces bandits de communistes parlent tellement de paix qu'il faut faire attention.

Le chef fasciste. — C'est pourquoi, messieurs, il faut en finir avec les communistes. Il nous faut un régime à la Hitler. Après, on pourra tout se permettre, la canaille ne bougera plus.

Le journaliste véreux. — Je me permets d'attirer votre attention, messieurs, sur le fait qu'en commençant à combattre l'origine de nos ressources! On sait plus ou moins que Hitler nous porte un grand intérêt. Il faut une diversion. Il faut écrire encore davantage sur « l'or de Moscou ». C'est le meilleur moyen d'en sortir.

L'ouvrier. — Nos salaires ont été dévalués. Toujours les mêmes qui « rampent ». On a beau faire et beau dire, les communistes ont bien raison de vouloir que ça change et que les riches paient.

Le fonctionnaire. — L'Etat nous a volé des milliards avec ses dettes, mais les gens, eux, ne s'en font pas. Ma foi, les communistes ne sont pas si bêtes que ça, quand ils demandent que les riches paient, après tout, les richesses doivent en profiter.

Le paysan. — Les riches, les capitalistes, les profits vendus à vil prix, tout nous pousse à la révolte. Et, ne se fait rien pour nous aider. Il paraît qu'il y a pas d'argent et on n'est bien en sa maison, mais les gens ne se moquent pas comme ça. A bien dire, les communistes n'ont pas peur de vouloir que les riches paient.

Le commerçant. — Les affaires ne vont pas quand les gens ne peuvent pas dépenser, les ventes s'en ressentent. Allez, mais le bon, lui, ne craint pas de payer, le bon qu'il nous reste. Les communistes ont bien raison de vouloir que les gens paient, car les gens paient, on les dérange pas.

L'ancien combattant. — Bonnes gens! et Laval! Voilà ce qu'il nous est pris sur nos poitrines. Et c'est tout le dévouement, alors ça s'en va, mais c'est une fois de plus. Et tout cela, c'est une machine qui doit tout de suite des communistes, car, définitivement, les communistes sont dans le vrai quand ils combattent les dévotionnels et dévotionnels le franc.

Voilà ce que les communistes veulent empêcher. Ils ne veulent pas que la guerre tue à nouveau des millions de jeunes hommes, brise les foyers et laisse des enfants sans papas.

OUI! Les communistes ont raison de combattre la guerre que veulent les hitlériens et leurs agents français. Ça ne fait pas l'affaire des fascistes et des marchands de canons, mais la France qui pense et qui travaille veut la paix.

Vive la paix!

Les fascistes d'ici voudraient que l'hitlérisme triomphe en France. Eux qui se disent nationalistes, ils se moquent de la sécurité de notre pays. Ils sont vautrés devant Hitler qui ne saurait tolérer la France libre, forte et heureuse que veulent et que feront les communistes.

OUI! Les communistes, défenseurs de la liberté, ont raison de combattre les hitlériens français, agents de l'étranger, qui voudraient ensanglanter et asservir la France.

Vive la liberté!

VOTEZ COMMUNISTE

Vu : le Candidat.

Saïd BOUAMAMA

Supplément au Manifeste en coédition avec le Cercle Manouchian

9 rue St André 13014 Marseille

urc@communistesdefrance.fr

Mutations rapides et inédites des rapports de force mondiaux, fascisation et militarisation

Un changement inédit du monde et de ses rapports de forces

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir est l'objet de nombreux commentaires politiques et/ou médiatiques. Les pseudo-experts et nombreux dirigeants politiques français et européens ne savent plus où donner de la tête. La panique est perceptible pour nombre d'entre eux, à commencer par Emmanuel Macron. La cacophonie des dirigeants européens comme les professions guerrières de certains d'entre eux sont à la hauteur du nouveau chapitre qui s'ouvre dans l'histoire qui se caractérise par un paroxysme inédit de la crise du système impérialiste mondial et de sa puissance hégémonique, les Etats-Unis.

L'élection de Donald Trump est la réponse brutale du capital états-unien à cette crise et une stratégie de réponse à un monde multipolaire désormais irréversible à moins de l'interrompre violemment par la guerre.

La cible est, bien entendu, le moteur premier de cette multipolarité ascendante, la Chine, l'Inde et les états qui font le choix de s'émanciper de la tutelle occidentale

Les peuples du monde n'ont rien à gagner à cette logique de guerre. Elle signifie immédiatement une baisse catastrophique de leurs conditions matérielles d'existences pour financer l'effort d'armement qu'elle suppose. Le combat pour la paix devient une tâche urgente et révolutionnaire. Seuls les peuples ont la capacité aujourd'hui de mettre en échec cette marche à la guerre.

	Introduction
I	Les effets catastrophiques durables de la chute de l'URSS
II	La crise du système impérialiste mondial et de sa puissance hégémonique parasitaire
III-a	D'un changement quantitatif qui s'accumule depuis 2001 ...
III-b	... à un changement qualitatif
IV	La signification économique et politique de la venue au pouvoir de Trump
	Conclusion

I Les effets catastrophiques durables de la chute de l'URSS

La destruction de l'URSS a été sabrée au champagne par les classes dominantes de l'ensemble de la planète. Leurs idéologues clamaient avec l'états-unien Fukuyama « la fin de l'histoire », la fin de ladite « guerre froide » signifiant selon eux la victoire définitive du capitalisme et de la « démocratie ». La joie du capital est à la hauteur de la peur qu'il a éprouvée en 1917 après l'instauration du premier Etat ouvrier qui a immédiatement eu un impact international après la brève et sanglante expérience de la Commune de Paris.

I-a) La dimension internationale de la révolution d'Octobre

Le mot d'ordre de « paix sans annexion » des bolchéviks a condamné aux yeux des travailleurs et des peuples du monde entier les politiques de guerres de toutes les puissances impérialistes. L'application par eux du droit à l'autodétermination se concrétise dès 1920 par les indépendances de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Estonie et dès 1918 de la Pologne. C'est ainsi par la pratique concrète qu'est démasqué le colonialisme des principaux pays capitalistes. La dénonciation et la publication des

accords secrets internationaux signés par le Tsar dévoilent, aux yeux de tous, les pratiques de briganderies de ces pays. La transformation en quelques décennies de la Russie féodale en une puissance agricole et industrielle démontre la supériorité du socialisme. Les progrès des conditions matérielles d'existence et des droits des travailleurs soviétiques renforcent cette démonstration par la pratique concrète.

Les effets politiques de ces ruptures révolutionnaires ne se font pas attendre. Les mouvements de libération nationale dans les colonies des puissances européennes accélèrent leur structuration. Ils disposent désormais avec l'URSS d'un allié important pour mener leurs combats émancipateurs. Au congrès de Bakou, en septembre 1920, les bolchéviks appellent à un front anti-impérialiste entre les prolétariats des pays capitalistes, l'URSS et les peuples colonisés. La devise historique de Karl Marx « Prolétaire de tous les pays unissez-vous » est adaptée au nouvel âge du capitalisme qu'est l'impérialisme. Elle devient : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés du monde

entier, unissez-vous ». De nombreux partis communistes se constituent dans le monde dont le Parti Communiste chinois en 1921.

Dans les pays capitalistes les classes bourgeoises sont contraintes de tenir compte des progrès sociaux dont bénéficient les travailleurs soviétiques. Pour éviter que l'Union soviétique ne devienne « l'exemple à suivre », elles sont contraintes de faire des concessions au mouvement ouvrier. Les luttes de ce mouvement sont, en outre, renforcées par l'exemple concret d'une autre société possible, sans capitalistes et sans profits. L'impérialisme, tout en gardant sa logique unique du profit maximum, est contraint de quitter sa « forme pure ». Le keynésianisme au niveau économique et le réformisme socialiste deviennent rapidement les deux appuis de cette « adaptation » capitaliste..

Dès 1918, et pendant plus de deux ans se sont dix armées des « pays démocratiques » qui mènent la guerre contre la révolution bolchévique dans un but résumé comme suit par le français Clémenceau en octobre 1918 : « *Les Alliés doivent provoquer la chute des soviets [...] par l'encerclement du bolchevisme, la constitution d'un "cordon sanitaire" qui [isolera*

*l'URSS] et la condamnera à périr d'inanition*¹. »

La révolution bolchévique puis la construction de l'URSS ont ainsi des effets aux niveaux mondial. Elle affaiblit les classes bourgeoises du monde et renforce les prolétariats et peuples dominés sur l'ensemble du globe.

I-b) La dimension internationale de la chute de l'URSS :

Pendant 74 ans, les puissances impérialistes sont contraintes de tenir compte de l'existence de ce contre-poids à leurs stratégies et de ce point d'appui aux luttes ouvrières et aux luttes de libération nationale que constitue l'URSS.

Dans l'entre-deux guerres la « politique d'apaisement » avec Hitler, que mène ces mêmes « puissances démocratiques », vise à l'encourager à déclencher une guerre contre l'Union soviétique. Après 1945 ladite « guerre froide » n'est rien d'autre qu'une reprise de la logique de « cordon sanitaire » évoquée par Clémenceau.

Malgré cela le mouvement en faveur de la décolonisation et des

¹ Georges Clémenceau, Note du 26 octobre 1918, cité dans Chef d'escadron Lunet, *L'Intervention française en Russie Méridionale*

en 1992, p. 18-1919, Revue historiques des Armée, n° 186, p. 56.

indépendances marqué par la victoire

du peuple Algérien en 1962 tout comme en Afrique francophone marquent des points. 1955 est marqué par la Conférence de Bandung et l'émergence du mouvement des Non Alignés, l'exigence d'un Nouvel Ordre Economique International. D'autres victoires politiques et militaires sont acquises avec le soutien du camp socialiste au Vietnam puis dans les colonies portugaises d'Afrique en même temps que la chute de plusieurs dictatures au Portugal, en Grèce. Puis la fin du système d'apartheid en Afrique du Sud marqué par la libération de Nelson Mandela.

De 1979 à 1989 le soutien aux « rebelles afghans » a pour but de provoquer un enlèvement de

l'armée soviétique et de contraindre l'URSS à un effort de guerre permanent au détriment des besoins de son économie et de ses peuples.

Les évolutions internes de l'Union soviétique ne changent rien à ce schéma général d'agression permanente. Les réformes capitalistes d'un Khrouchtchev ou d'un Gorbatchev ne modifient pas cette politique de pression permanente. L'objectif de cette pression n'est, en effet, pas seulement de faire disparaître l'URSS mais aussi de la balkaniser le plus possible afin d'éviter tout retour possible vers l'expérience soviétique. La pression et la déstabilisation de plusieurs pays socialistes se poursuit y compris de manière violente avec le renforcement du blocus contre Cuba.

La chute de l'URSS crée une situation inédite dans l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme. Pour la première fois une puissance hégémonique se retrouve sans aucun contre-poids à l'échelle mondiale. Les débuts de l'impérialisme sont en effet caractérisés par une puissance hégémonique anglaise mais contrebalancées par d'autres puissances impérialistes et en particulier la France. L'émergence

des Etats-Unis comme puissance impérialiste après la seconde guerre mondiale se déploie sous la forme d'une tendance à la « vassalisation » des autres puissances impérialistes face au « danger soviétique ». Cette puissance hégémonique était cependant contrainte de prendre en compte le contre-poids que constitue l'Union soviétique renforcée par la création d'un camp socialiste en 1945 et par la révolution chinoise.

La question qui se pose aux Etats-Unis au moment de la chute de l'URSS est de faire perdurer sur la longue période cette situation inédite. Pour ce faire des stratégies visant à redessiner la carte du monde sont mis en place. Le système international des Nations-Unies est systématiquement instrumentalisé et marginalisé contraint à l'impuissance. Il s'agit ni plus ni moins que de faire éclater tous les Etats-Nations susceptibles de s'opposer à l'hégémonie états-unienne. Il s'en suivra plus de deux décennies de contre-révolution mondiale dont la caractéristique principale est la multiplication des guerres de balkanisation : Yougoslavie, Somalie, Irak, Syrie, Soudan, Libye, etc. En parallèle cette contre-révolution se traduisait dans les pays impérialistes par les politiques dites « néolibérales » c'est-à-dire par la remise en cause progressive de tous les conquits du vingtième siècle.

La chute de l'URSS a concrètement signifié l'enclenchement d'une séquence longue de contre-révolution mondiale, de guerres de balkanisation, de hausse des dépenses d'armements et de politiques de paupérisations des peuples et des classes ouvrières

dans les néo-colonies comme dans les pays impérialistes.



Les guerres des Etats-Unis avec depuis 1991 une dominante de balkanisation.

II La crise du système impérialiste mondial et de sa puissance hégémonique parasitaire

Le capitalisme est indissociable de la concurrence entre capitaux. C'est justement cette loi qui suscite à la fois les crises et leur issue : une concentration accrue du capital conduisant au passage d'un certain niveau de concentration au capitalisme de monopole ou impérialisme. De même que les alliances de la bourgeoisie au sein d'un même pays, celles entre puissances capitalistes sont des alliances entre brigands. Loin d'être « égalitaire » ces alliances allient défense des intérêts communs [contre les travailleurs, contre les pays socialistes, etc.] et domination par les monopoles les plus puissants au niveau national, par la puissance impérialiste hégémonique du moment au niveau mondial. Ces alliances sont en outre toujours provisoires, les vassaux tentent dès qu'ils le peuvent de s'imposer comme nouvelle puissance hégémonique. C'est d'ailleurs pour cela que capitalisme et guerres sont indissociables.

II-a) Guerres mondiales et changement d'impérialisme hégémonique.

La première guerre mondiale consacre définitivement la fin de l'hégémonisme britannique au sein du système impérialiste mondial. A l'issue de celle-ci, les Etats-Unis, qui ne sont entré en guerre qu'en 1917, les ont remplacés à cette place. Commerçant jusqu'en 1917 avec les deux pays belligérants, l'économie états-unienne exporte à tour de bras de l'énergie, des matières premières, des produits industriels et alimentaires. Comptant en 1913 pour 10 % des importations françaises, les Etats-Unis atteignent les 30 % en 1916². Surtout alors qu'ils étaient débiteurs de l'Europe avant cette guerre, ils deviennent les créanciers de celle-ci à son issue. Les banques états-uniennes prêtent ainsi plus 12.3 milliards de dollars aux pays de l'entente au cours de ce conflit. De premier emprunteur au monde avant la guerre, les Etats-Unis deviennent le premier prêteur.

Le scénario se reproduit au cours de la seconde guerre mondiale à l'issue duquel les puissances impérialistes européennes sortent ravagées et se tournent vers le « banquier » états-

² Nadine Bonnefoi, *L'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917*, Les Chemins de la mémoire, n° 168, 2007.

unien. Sans surprise Washington impose sa suprématie lors des accords de Bretton Wood signés par 44 pays en juillet 1944 avec le refus notable de l'URSS. Alors que la Grande-Bretagne propose la création d'une monnaie internationale commune [le bancor], les Etats-Unis utilisent leur place de principal créancier pour imposer le dollar comme monnaie internationale. Si l'or demeure le fondement de l'ordre monétaire international, les Etats-Unis s'engageant à la convertibilité des dollars en or, cette monnaie apporte de nombreux avantages à l'économie états-unienne. Seule l'Union soviétique refuse, jusqu'à l'arrivée de Khrouchtchev et de ses « réformes » économique, et continue ses échanges bilatéraux en troc, en « clearing³ » ou en or.

Le privilège états-unien instauré par Bretton Wood est exorbitant. Un exportateur états-unien est payé dans sa monnaie, alors que ses concurrents étrangers doivent acquitter des coûts de conversion. De plus les banques états-uniennes n'ont pas besoin de se couvrir contre le changement de valeur des monnaies contrairement aux autres banques qui reçoivent des dépôts en dollars. En outre les Etats-Unis

peuvent faire marcher à volonté leur machine à billet permettant au pays de s'endetter à l'infini et de consommer plus qu'il ne produit. Cette logique rentière et parasite n'est limitée que par l'obligation de convertibilité du dollar en or.

C'est cette dernière obligation régulatrice qui vole en éclat par la décision unilatérale de Nixon en août 1971 de supprimer l'indexation du dollar sur l'or. Les énormes dépenses pour financer la guerre du Vietnam, le fait que les Etats-Unis importaient et dépensaient beaucoup plus qu'ils n'exportaient et faisaient ainsi bondir leurs déficits, fit en effet émerger une véritable ruée vers l'or états-uniens. De plus en plus d'acteurs économiques et d'Etat convertissaient leurs dollars en or et faisaient fondre les réserves en or états-uniennes⁴. La suppression de l'indexation du dollar sur l'or est lourde de conséquences. Désormais la seule façon d'utiliser les surplus de dollars détenus à l'étranger était d'acheter des bons du trésor états-unien. Concrètement cela signifie que les Etats-Unis pouvaient en même temps dépenser plus pour leurs services sociaux, faire la guerre du Vietnam et consommer davantage. **Une véritable rente, un véritable coup d'Etat financier.**

³ Un accord de clearing est un échange entre deux Etats sans utilisation de devises. Les deux Etats règlent leurs importations avec leurs exportations.

⁴ En 1944 les réserves en or des Etats-Unis représentent 70 % des réserves mondiales, en 1971 elles n'en constituent plus que 24 % :

Cette suppression de l'indexation présentée initialement comme « temporaire » devint définitive. Depuis le déficit extérieur états-unien est financé par les autres Etats.

Le caractère parasitaire de l'économie états-unienne est cependant tel que ce premier coup d'Etat financier ne permet pas ne suffit pas. En témoigne la baisse constante du taux de profit moyen aux Etats-Unis pendant toute la décennie soixante-dix. Synthétisant l'état des savoirs sur l'évolution de la « rentabilité du capital » aux Etats-Unis depuis 1945, un groupe d'économiste résume comme suit : *« tendance à la baisse de 1945 jusqu'en 1960 environ ; rétablissement vigoureux quoique non intégral jusqu'en 1965 ; puis chute vertigineuse jusqu'en 1970 ; et enfin fluctuation à la baisse jusqu'aux années actuelles [1984]⁵. »* La réponse états-unienne fut tout simplement un second coup d'Etat financier sous la forme d'une accélération brutale du relèvement du taux d'intérêt directeur au jour le jour. Cette mesure visait à contrecarrer la baisse du taux de profit constante depuis une décennie.

⁵ Gérard Dumenil, Mark Glick et José Rangel, *La baisse de la rentabilité du capital américain, : Inventaire de recherches et mise en perspective historique*, Revue de l'OFCE, n° 6, 1984, p. 71.

II-b) Le caractère parasitaire de l'Impérialisme hégémonique états-unien

Ce que révèle ces deux coup d'Etat financier c'est bien le caractère parasitaire de l'économie états-unienne. Les coûts faramineux des guerres de Corée et du Vietnam et plus largement de la course aux armements de la « guerre froide » pour plomber économiquement l'URSS en lui imposant des dépenses de défense faramineuses, ont conduit à une hausse importante du capital fictif au détriment du capital industriel, se traduisant par une dissémination à grande échelle de « d'eurodollars ⁶ » et de « pétrodollars ⁷ » et autres dollars détenus par des Etats étrangers. C'est cette montée en puissance du capital financier qui explique la baisse de rentabilité du capital états-unien. La Haute finance spéculatrice impose son diktat dès le début des années 1970 pour contrecarrer cette baisse au détriment des autres économies de la planète et des revenus du travail.

L'école de Chicago (Milton Friedman, Friedrich Hajek, Karl Popper) théoriserait les intérêts de ce capital financier en l'expérimentant

⁶ Les eurodollars sont des dépôts à terme libellés en dollars déposés auprès d'une banque établie hors des États-Unis.

⁷ Les pétrodollars sont des dollars américains détenus par les pays exportateurs de pétrole.

immédiatement dans le Chili de Pinochet [privatisation et dérégulation généralisée, destruction du système de retraite et de santé, baisse drastique des salaires, fin de toute protection douanière, etc.]. C'est cette logique qui s'étendra ensuite à l'ensemble de la planète sous le nom de « mondialisation ». Un des vecteurs essentiels de cette extension furent les plans d'ajustement structurel du FMI conditionnant les prêts aux Etats à des « réformes de structure » c'est-à-dire à l'application des recettes expérimentées au Chili pour le plus grand bien du capital financier.

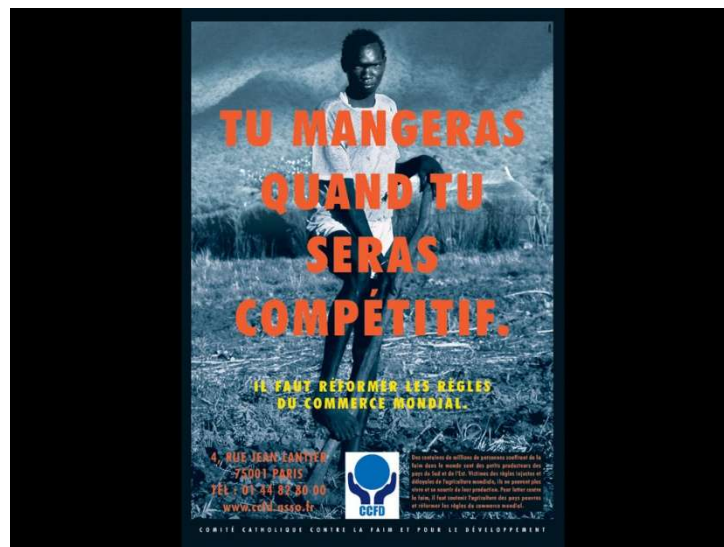
La disparition de l'URSS [et avec elle la fin du COMECON et des multiples accords bilatéraux avec des pays en développement] fait disparaître toute entrave à la logique de l'école de Chicago. Ces trois facteurs [prédominance du capital financier aux Etats-Unis, Plans d'ajustement structurel du FMI et disparition de l'URSS] modifient totalement le rapport de force planétaire entre le capital et le travail. Tous les conquies obtenus par l'existence de pays socialistes, par les mouvements de libération nationale et par les luttes ouvrières sont remis en cause. Au niveau mondial cela permet le maintien de la suprématie du dollar et de la rente mondiale qui l'accompagne et une libéralisation totale des échanges en dépit de la baisse de compétitivité de

l'économie états-unienne. Au niveau national cela permet un transfert des revenus du travail vers le capital par les privatisations, la casse des services publics, l'austérité et la baisse des salaires réels. En bref ce qui est modifié c'est le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail avec une baisse drastique de la part revenant à ce dernier.

Mais comme le soulignait déjà Marx les solutions à court terme pour relever le taux de profit se heurtent inévitablement aux contradictions du capitalisme. La baisse drastique mondiale des revenus du travail rend impossible d'écouler la production. L'encouragement au crédit peut faire reculer l'échéance de cette crise mais ne fait pas disparaître celle-ci. La crise des subprimes en 2008 est venue le rappeler. Les subprimes désignent les prêts immobiliers accordés aux citoyens états-uniens disposant de faibles revenus. Ce crédit bon marché conduit à une hausse de la demande de logements suscitant une hausse de leurs coûts. Tôt ou tard les défauts de paiements se multiplient. C'est ce qu'on appelle l'éclatement de la bulle spéculative entraînant des faillites des banques propriétaires des créances. De nouveau c'est l'argent public qui sera utilisé par centaines de milliards pour sauver les profits du capital financier.

La structure parasitaire de l'économie états-unienne révèle une domination totale du capital financier. Ce dernier peut maintenir ses profits faramineux par un dollar surévalué par rapport aux capacités de production du pays permettant une consommation états-unienne de beaucoup supérieure à ce que

produit le pays et un déficit énorme à la fois du commerce extérieur et du budget de l'Etat. Un tel scandale n'est possible que grâce au recours à un endettement sans limite autorisé par la dictature du dollar.



Affiche Du CCFD-Terre solidaire (Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement)

III La montée anti-hégémonique d'un monde multipolaire

Parvenu au sommet de leur puissance avec une suprématie militaire, une dictature du dollar, une vassalisation momentanée des autres puissances impérialistes, la fin de tout contrepoids significatif, la pratique de guerre de balkanisation à répétition, l'usage de sanctions contre les pays récalcitrants, etc., les Etats-Unis vont cependant être confronté à une montée progressive

des résistances. Cette accumulation quantitative des résistances tend à se transformer en changement qualitatif, c'est-à-dire en remise en cause ouverte de l'hégémonisme états-unien.

III-a) D'un changement quantitatif qui s'accumule depuis 2001 ...

Supplément au Manifeste en coédition avec le Cercle Manouchian
9 rue St André 13014 Marseille
urc@communistesdefrance.fr

Sans concertation entre elles, des remises en cause de l'hégémonie états-unienne se déploient dès la fin de la décennie 90 en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Dans l'environnement immédiat des Etats-Unis ces résistances prennent le nom de Chavez, de Morales, d'Ortega, etc., au cours de la décennie 2000 et convergent avec la résistance déjà ancienne de Fidel Castro. La mise en place de l'ALBA en 2004 est ainsi une réponse anti-hégémonique au projet de mise en place d'une vaste « zone de libre-échange économique des Amériques » portée par Washington. Le programme Petro Caribe faisant accéder au pétrole Vénézuélien 13 pays [aujourd'hui 18] à des conditions plus avantageuses que celles du marché mondial, est tout autant une réponse à Washington et à ses politiques de chantage et de pression.

L'opposition à l'hégémonie états-unienne a également pris la forme d'une diversification des partenaires économiques. Pour desserrer l'étau états-unien les échanges économiques se sont développés avec l'Union européenne, le Japon, la Chine, etc.

Une « fiche d'information » de la Commission européenne » datée de mai 2008 expose comme suit le développement de ces échanges :

L'Union européenne est le deuxième partenaire économique de la région Amérique latine/Caraïbes. La valeur des échanges bilatéraux s'élève à quelque 160 milliards d'euros par an. En 2007, environ 14 % des exportations latino-américaines étaient destinées à l'UE. Celle-ci est un marché encore plus important pour les États caribéens, puisqu'elle a reçu 19 % de leurs exportations. Ces chiffres sont en constante augmentation. Même si la proximité géographique fait des États-Unis un marché d'exportation naturel pour la région, la plupart des pays latino-américains se sont efforcés de diversifier leurs économies pour se soustraire à la dépendance vis-à-vis du marché américain en cherchant de nouveaux débouchés en Europe et en renforçant leurs échanges mutuels grâce à des processus d'intégration régionale⁸.

Concernant l'Afrique, la situation se caractérise historiquement par une faible présence économique états-unienne et une espèce de « chasse gardée » européenne et en particulier française. Les énormes découvertes pétrolières et gazières dans de nombreux pays du continent et l'enjeu des minerais stratégiques et des terres rares ont suscités un volontarisme états-unien pour renforcer sa présence économique. Ce volontarisme a été d'autant plus

⁸ « Echanges commerciaux entre l'U.E et la région Amérique Latine/Caraïbe : faits et

chiffres », Fiche d'information du 14 mai 2008, Memo/08/303.

promu que l'Union européenne et la France en particulier étaient contraintes d'abandonner leur « chasse gardée ». Les coups d'Etat patriotiques en Afrique de l'Ouest ne sont que la partie visible de ce recul européen. Or la prise en compte de quelques données permet de constater que le recul européen n'a pas bénéficié à Washington mais aux puissances émergentes et en particulier à la Chine dont les Nouvelles Routes de la Soie constituent des réalisations concrètes « gagnant-gagnant » et un exemple de coopération.

Ainsi en 2022 l'Afrique a exporté pour 43.1 milliards de dollars vers les Etats-Unis et a importé pour 30.6 milliards. En comparaison le continent a exporté pour 117.5 milliards vers la Chine et a importé pour 164.1 milliards. De même en 2019, le tableau statistique synthétique de l'Union Africaine évalue comme suit l'état du commerce africain :

Pour la période concernée, la Chine reste de loin le principal partenaire commercial de l'Union africaine, avec 16% des exportations et 19% des importations en 2019. La valeur des biens importés de France, d'Allemagne et des États-Unis représente environ 6% chacun. Les

principaux marchés de destination des produits de l'Union africaine après la Chine sont les États-Unis et la France, avec 7% chacun, et l'Inde, l'Italie et l'Espagne, avec 6% chacun⁹.

A ces données concernant le commerce extra-africain, il faut ajouter celles concernant l'Afrique du Sud, un autre pays émergent entrant en concurrence avec les pays de l'Union européenne et les Etats-Unis. L'Afrique du Sud est ainsi le principal acteur du commerce intra-africain avec 31 % de ses exportations et 14 % de ses importations. Jadis « chasse gardée » des anciennes puissances coloniales, l'Afrique ne l'est plus sur le plan économique.

L'exigence de départ des troupes françaises du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Tchad et du Sénégal sont un autre des changements notables récents. Pour le Niger la même exigence a été faite pour les troupes états-uniennes. La signature d'accords de défense de plusieurs de ces pays avec la Russie souligne l'ampleur du changement et la fin du « partenariat » contraint avec l'ancienne puissance coloniale.

Le recul économique des Etats-Unis en Asie est également remarquable. L'Asia Power Index, un indice élaboré par le Lowy¹⁰ Institute pour mesurer

⁹ Union Africaine, Statistiques du commerce international africain, Annuaire 2020, août 2020, p.22.

¹⁰ Le Lowy Institute est un *Think Tank* australien se donnant pour mission d'évaluer les évolutions des rapports de forces entre puissances sur les

le pouvoir d'influence d'un Etat donne le classement suivant sur l'évolution du rapport des forces économique en Asie pour 2024 ¹¹ : 1) Chine avec un score de 98.1 points; 2) USA avec 57.1 ; 3) Japon avec 36.9. L'initiative chinoise des routes de la soie lancée en 2013, un vaste plan de construction d'infrastructures associant aussi de l'aide au développement, a également changé la donne économique sur ce continent. Rappelons que ce projet a comme membre 155 pays dont la quasi-totalité des pays africains [à l'exception de l'Eswatini] et asiatiques [à l'exception de l'Inde, du Japon, d'Israël et du Bhoutan].

Le même Institut évalue comme suit l'évolution de la place respective des Etats-Unis dans le monde en 2023 :

L'avance de la Chine sur les relations commerciales internationales par rapport aux États-Unis n'a fait que s'élargir depuis la dernière guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine de 2018-19. Environ 70 % des économies commercent plus avec la Chine qu'avec l'Amérique, et plus de la moitié de toutes les économies commercent aujourd'hui deux fois plus avec la Chine que les États-Unis. [...] L'ascension rapide de la Chine en tant que superpuissance

commerciale mondiale remonte à 2001, année de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À l'époque, plus de 80 % des économies avaient plus de commerce bilatéral avec l'Amérique qu'avec la Chine. En 2018, la dernière fois que nous avons fait cet exercice, ce chiffre était à un peu plus de 30 % - avec 139 des 202 économies selon les données disponibles qui commercialisent plus avec la Chine qu'avec les États-Unis. Ce modèle a été maintenu avec les données les plus récentes, qui couvrent l'ensemble de l'année 2023 pour 205 économies. Environ 70 % du monde, soit 145 économies, commercent aujourd'hui plus avec la Chine qu'avec l'Amérique. La Chine était le principal partenaire commercial bilatéral pour 60 économies en 2023, soit près de deux fois plus que pour les États-Unis, qui était le plus grand partenaire commercial bilatéral pour 33 économies. [...] En 2023, 112 économies ont échangé plus de deux fois plus de deux fois plus avec la Chine qu'avec l'Amérique, contre 92 en 2018¹².

Malgré leur caractère fastidieux, il fallait fournir ces données pour que chacun prenne la mesure de l'ampleur des changements survenus depuis le début du siècle. Un dernier chiffre illustre que c'est bien la

plans diplomatique, militaire, culturel et économique. Il publie chaque

¹¹ Lowy Institute, Asia Power Index, index « relations économiques », édition 2024.

¹² Roland Rajah et Ahmed Albayrak, *China versus America on global trade*, Lowy Institute, janvier 2025, p.4 et 8

structure du monde qui est bouleversé : En 2001, date de son adhésion à l'OMC, le PIB chinois représente 11 % du PIB états-unien, en 2019 il en représente 66 %.



« L'Amérique est en déclin » : titre d'un article de *Newsweek* du 19 avril 2024

III-b) ... à un changement qualitatif.

Ce bouleversement du monde s'est déployé alors que la Chine, contrairement aux Etats-Unis, n'a été engagé dans aucun conflit militaire. Son ampleur ne peut que déboucher, à terme, sur un changement qualitatif, à moins que la puissance hégémonique ne développe rapidement des contre-tendances puissantes.

La création des BRICS+ en 2009 est un des premiers indicateurs de cette

transition qualitative vers une nouvelle ère géopolitique après plus de deux décennies de mutations quantitatives. Créés en 2009 comme forum informel regroupant quatre grands pays émergents aux régimes sociaux et aux choix d'alliances différents [Chine, Inde, Russie, Brésil], élargis en 2011 à l'Afrique du Sud, encore agrandis en 2023 avec l'accueil de six nouveaux membres [Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Égypte, Éthiopie, Iran], renforcé en 2024 par la création d'un statut de partenariat privilégié [les BRICS plus], le regroupement se transforme au fur et à mesure de ses sommets en porte-parole du « Sud global ¹³ » en opposition aux inégalités de l'ordre international dominant d'une part et à l'hégémonie états-unienne d'autre part.

La diversité des BRICS+ est souvent évoquée comme le signe de l'inconsistance politique de ce regroupement. Il est en effet évident que la nature des régimes politiques, les choix antérieurs et parfois actuels d'alliances militaires, les politiques économiques, les orientations stratégiques, les idéologies revendiquées, etc., portent la marque de l'hétérogénéité quand ce n'est pas celle de la contradiction.

¹³ Selon la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le Sud global comprend l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie (à l'exclusion d'Israël, du

Japon et de la Corée du Sud) et l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) .

Cependant c'est commettre une erreur idéaliste que de conclure de cette diversité et de ces contradictions une inconsistance de la dynamique des BRICS+ ou d'en prévoir son échec « inévitable ». Une approche matérialiste, prenant en compte les intérêts concrets des Etats membres du regroupement conduit au contraire à y déceler la tentative la plus importante et la plus consistante de remise en cause de l'hégémonie états-unienne et plus largement occidentale depuis la contre-révolution mondiale de la décennie 90.

C'est la raison pour laquelle, les BRICS+ comme aucun de ses pays membres, n'ont jamais défendu l'objectif d'un processus d'intégration des participants, ni élaboré de chartes détaillées limitant l'indépendance des pays membres. Ce qui unit les pays membres c'est le refus des règles internationales inégales, de l'ingérence extérieure, des sanctions économiques unilatérales, etc., bref le refus d'un système hégémonique.

Les BRICS+ sont avant tout le constat d'intérêts économiques communs débouchant peu à peu à des initiatives économiques puis à des revendications politiques communes. Et laissant à ses membres leur entière souveraineté en matière de

régime politique et social et de relations internationales.

A ce titre les BRICS+ s'inscrivent dans une histoire anti-hégémonique des anciennes colonies et semi-colonies déjà ancienne : de Bandung aux non-alignés. Soulignons d'ailleurs que lors de la conférence de Bandung en 1955, le même discours d'inconsistance et d'échec programmé étaient tenus par de nombreux politiciens occidentaux. Elle fut pourtant dans les faits un véritable accélérateur du mouvement historique de décolonisation.

Regroupés sur la base de la défense de leurs intérêts matériels face à l'hégémonisme dominant, les pays membres furent logiquement amenés à aborder la question des institutions financières internationales, le FMI et la banque mondiale.

La première initiative significative fut en conséquence la création en 2015 d'une banque de développement [la Nouvelle Banque de Développement- NBD] dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars permettant à terme de financer les projets économiques des membres sans recourir à la Banque mondiale et au FMI et à leurs « Plans d'ajustement Structurels ».

Les sommes investies restent modestes et insuffisantes mais une logique de financement anti-hégémonique est posée. De manière explicite la NBD se pose comme une alternative au FMI et à ses conditions violant la souveraineté nationale de l'emprunteur.

A ce stade il existe dorénavant deux systèmes, celui de Bretton Woods dont la tendance est au déclin et celui qui est issu des BRICS+ qui lui est en phase ascendante.

Pour les mêmes raisons d'intérêts matériels communs, les BRICS +, ont logiquement été conduit à poser la question du système monétaire international inégal et de l'hégémonie du dollar.

Après avoir été longuement débattue, le projet d'une nouvelle monnaie internationale a été repoussé à une échéance plus longue.

La complexité d'une telle innovation et les contradictions internes des pays membres sur les modalités de définition de cette monnaie, ont conduit à ce choix pragmatique du report.

Toutefois, ce choix indique la volonté de prendre le temps de l'unité pour ne pas mettre en danger les intérêts communs. La décision de privilégier

dans un premier temps des transactions bilatérales dans leur propre monnaie [accord entre la Russie et la Chine, l'Allemagne et l'Afrique du Sud, etc., par exemple], indique que le report du projet d'une monnaie internationale alternative ne signifie pas l'abandon de l'objectif de dédollarisation du monde économique international.

Ces premiers pas économiques communs ne pouvaient pas ne pas avoir d'effets sur le plan politique. Logiquement les BRICS+ furent amenés à poser la question des Nations-Unies, de son fonctionnement, du caractère inégal de la composition du conseil de sécurité, du double standard dans l'application des décisions de l'ONU, de la violation du droit international par les grandes puissances occidentales, etc. Le positionnement pour une ONU « pierre angulaire du système international », pour un « multilatéralisme inclusif », pour la « défense du droit international », etc., reflètent sur le plan politique international les progrès de la dynamique économique commune et des intérêts matériels qui la sous-tende.

La déclaration de Johannesburg du 23 août 2023 explique ainsi :

Nous réaffirmons notre attachement à un multilatéralisme inclusif et à la défense du droit international, y compris les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies (ONU) en tant que pierre angulaire indispensable, et le rôle central des Nations Unies dans un système international dans lequel les États souverains coopèrent pour maintenir la paix et la sécurité, promouvoir le développement durable, assurer la promotion et la protection de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et promouvoir la coopération fondée sur l'esprit de solidarité, de respect mutuel, justice et égalité.

Nous exprimons notre préoccupation face au recours à des mesures coercitives unilatérales, qui sont incompatibles avec les principes de la Charte des Nations Unies et produisent des effets négatifs, notamment dans le monde en développement [...]

Nous appelons à une plus grande représentation des marchés émergents et des pays en développement, dans les

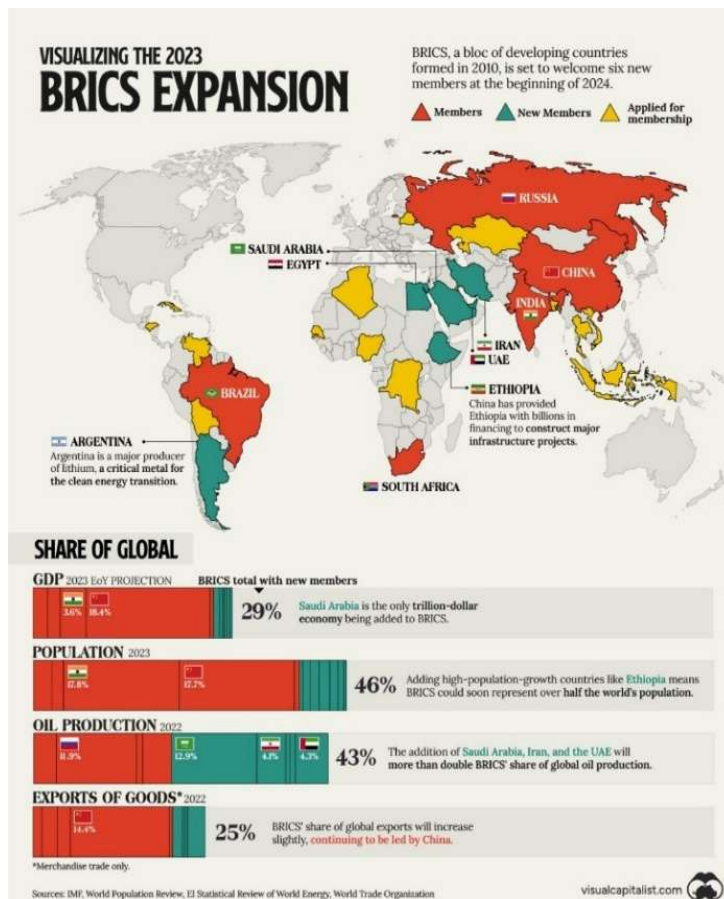
organisations internationales et les instances multilatérales dans lesquelles ils jouent un rôle important [...]

Nous soutenons une réforme globale de l'ONU, y compris de son Conseil de sécurité, en vue de la rendre plus démocratique, représentative, efficiente et efficace, et d'accroître la représentation des pays en développement dans les membres du Conseil afin qu'il puisse répondre de manière adéquate aux défis mondiaux actuels et soutenir les aspirations légitimes des pays émergents et en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine¹⁴ [...]

La dynamique d'émergence d'un Monde multipolaire s'impose indéniablement en dépit des contradictions et des reculs conjoncturels. Certes cette dynamique n'est pas un programme de rupture bolchévique mais elle est objectivement, c'est-à-dire indépendamment même de la conscience de ceux qui la porte, non seulement anti-hégémoniste mais aussi anti-impérialiste.

En s'opposant, même de manière inconstante et partielle, à l'impérialisme hégémoniste, les BRICS participent de la lutte anti-impérialiste.

¹⁴ Déclaration de Johannesburg II. Les BRICS et l'Afrique : Partenariat pour une croissance accélérée mutuelle, un développement durable et un multilatéralisme inclusif, Sandton, Gauteng (Afrique du Sud), 23 août 2023



Le poids des BRICS en termes de Produit Intérieur Brut [GDP], de part dans la population mondiale [population], de production pétrolière [oil production] et d'exportation de biens [Export of Goods] en 2023.

Il faut aussi dans ce contexte souligner que le projet de Nouvel Ordre Economique Mondial adopté par l'ONU dans la foulée du Mouvement des Etats non alignés et du Groupe des 77 et qui était tombé dans un quasi-oubli après la disparition du camp socialiste a pu, sous l'influence de Cuba au sein du « Groupe des 77 et de la Chine », être relancé officiellement au niveau des Nations Unies en 2023.

IV La signification économique et politique de la venue au pouvoir de Trump

Si le « déclin » de l'hégémonisme états-uniens est désormais avérée, il est essentiel de ne pas l'absolutiser.

Il est en effet à la fois relatif et non irréversible. Nous sommes en présence d'un processus inscrit dans

le temps qui doit être compris comme une trajectoire ou une tendance et non comme une rupture brusque à une date donnée ou liée à un évènement unique précis. Cette tendance est en outre loin d'être généralisée. La victoire de Trump signifie à la fois une prise de conscience de ce « déclin relatif » et une tentative sérieuse d'y répondre. Plutôt que de présenter Donald Trump comme un « fou » comme le font actuellement de nombreux politiciens et journalistes, il est au contraire nécessaire de comprendre les intérêts qu'il défend et la stratégie qu'il promeut.

IV a) La prise de conscience et les intérêts de classe qu'elle révèle

Les Etats-Unis gardent de nombreux points de force tant sur les plans économiques, politiques que militaires. Ils disposent par exemple d'une relative indépendance énergétique, d'une monnaie, mais qui servira encore dans le court et moyen terme de monnaie internationale, d'une avance certaine, même si elle est en diminution, dans certaines technologies de pointe, de l'armée la plus puissante du monde, etc. La prise en compte de ces points de force est ce qui distingue la prise en compte du « déclin relatif » objectif, du discours décliniste absolutisé que brandissent régulièrement les classes dominantes pour justifier

leurs politiques réactionnaires [« c'était mieux avant », « retour aux valeurs », etc.].

De même, si les facteurs indiquant une baisse de l'hégémonie états-unienne qui date déjà de plusieurs décennies, ce n'est que récemment qu'ils se sont accélérés [en comparaison avec les concurrents internationaux] au point de devenir certains et d'apparaître dans des indicateurs économiques sérieux [PIB, PIB par habitant, taux de croissance, état de dégradation des infrastructures, etc.].

Enfin, il a fallu encore une période de plus d'une décennie pour que cette dégradation progressive, s'inscrive dans les consciences collectives et influence les données des rapports de forces politiques des Etats-Unis. La venue au pouvoir de Donald Trump reflète cette prise de conscience nouvelle à la fois au sein de la classe dominante états-unienne et au sein des classes populaires. Du côté de la classe dominante, tous les segments n'ont pas intérêt à la stratégie défendue par Trump pour sauver l'hégémonie états-unienne. Il en découle un affrontement féroce dont une des traductions idéologiques est justement les discours sur la « folie de Trump », sur son « fascisme » [comme si Biden et ses prédécesseurs étaient des « démocrates », sur son « cynisme

de commerçants [comme si ses prédécesseurs n'avaient pas mené de multiples guerres mercantiles], etc.

Du côté des classes populaires, la prise de conscience est celle des impasses des politiques ultralibérales qui dominent depuis des décennies avec leurs conséquences en termes de recherche du profit immédiat, de paupérisation massive, de désindustrialisation, etc. Que cette prise de conscience se traduise par une adhésion plus ou moins étendue à la « révolution conservatrice » que propose Trump plutôt que par une remise en cause du système capitaliste est une autre affaire. L'état d'organisation du mouvement ouvrier et l'absence d'organisations de classe suffisamment puissante pour orienter la colère populaire légitime vers les véritables causes de la situation expliquent cette évolution.

Un des points essentiels de la stratégie intérieure de Donald Trump est la volonté de réindustrialiser les Etats-Unis et en particulier son secteur manufacturier. Dès 2016, il s'exprime comme suit lors de la convention du parti républicain : « J'ai rendu visite à des ouvriers qui ont perdu leur emploi, à des communautés brisées par nos accords de libre-échange horribles et injustes. Ce sont les hommes et les

femmes oubliés de notre pays. Ceux qui travaillent dur, mais n'ont plus de voix. Je suis votre voix. »

Un simple regard sur les chiffres de la balance commerciale des biens et services états-unienne suffit à se rendre compte que Trump n'exagère pas les dégâts industriels des dernières décennies : équilibrée en 1992, elle atteint un déficit de 60 milliards de dollars en 2006 et de 85 milliards en 2024. Le secteur manufacturier pour sa part est passé de 12.5 % du PIB en 2007 à 10.3 % en 2024. Le discret conseiller économique de Trump, Stephen Miran, nommé à la tête du « *Council of Economic Advisors* » [un collectif d'économistes chargés de conseiller le Président des États-Unis en matière de politique économique] argumente comme suit la nécessité d'une hausse des tarifs douaniers pour Le Mexique, le Canada, l'Union européenne, la Chine, etc. :

Les tarifs douaniers et la politique monétaire visent tous deux à améliorer la compétitivité de l'industrie manufacturière américaine, et donc à accroître notre outil industriel et à répartir la demande globale et les emplois du reste du monde vers les États-Unis. Ces politiques ne sont pas susceptibles d'entraîner une relocalisation significative des industries à faible valeur ajoutée

comme le textile, pour lesquelles d'autres pays – comme le Bangladesh – conserveront un avantage comparatif malgré des fluctuations importantes des taux de change ou des tarifs douaniers. Ces politiques peuvent toutefois contribuer à préserver l'avantage américain dans le secteur manufacturier à forte valeur ajoutée, à ralentir et à empêcher de nouvelles délocalisations et à accroître potentiellement le pouvoir de négociation permettant d'obtenir des accords avec d'autres pays pour ouvrir leurs marchés aux exportations américaines ou protéger les droits de propriété intellectuelle américains¹⁵.

Un des défis majeurs auxquels les Etats-Unis doivent faire face est la désindustrialisation et la liquidation du secteur manufacturier qui paradoxalement les a rendus dépendant pour une bonne part de la Chine. Cela a y compris des conséquences dans les industries d'armements comme dans le celui de la santé. Cela s'est manifesté notamment pendant l'épidémie du COVID.

Les propos ci-dessus sont extraits d'un « guide » élaboré en novembre

¹⁵ Stephen Miran, *A User's Guide to Restructuring the Global Trading System*, Hudson Bay Capital, novembre 2024, p. 11.

2024 pour Donald Trump. Il pose comme second fondement de la relance de la productivité manufacturière la politique monétaire c'est-à-dire une politique volontariste visant à déprécier le dollar pour stimuler la compétitivité des exportations états-uniennes et réduire conséquemment le déficit commercial :

Le profond mécontentement à l'égard de l'ordre économique actuel trouve ses racines dans la surévaluation persistante du dollar et dans des conditions commerciales asymétriques. Cette surévaluation rend les exportations américaines moins compétitives, les importations américaines moins chères et handicape l'industrie manufacturière américaine. L'emploi manufacturier diminue à mesure que les usines ferment. Les économies locales s'affaissent, de nombreuses familles de travailleurs ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins et deviennent dépendantes des aides gouvernementales ou des opioïdes ou déménagent vers des endroits plus prospères. Les infrastructures déclinent à mesure que les gouvernements ne les entretiennent plus, et les logements et les usines sont abandonnés. Les communautés sont « délabrées¹⁶ ».

¹⁶ Ibid, p. 5.

On peut certes discuter de la pertinence de cette politique ou souligner les dangers d'effets en retour négatifs [hausse possible de l'inflation neutralisant l'effet de la baisse du dollars, mesures de rétorsions des pays visés par la hausse des tarifs douaniers] mais il est malhonnête de la balayer comme étant inepte et irrationnelle. Nous sommes en fait devant la première tentative sérieuse depuis des décennies de s'attaquer à la désindustrialisation produite par les logiques ultralibérales de la mondialisation capitaliste dirigée par le capital financier dont les tenants politiques se retrouvent surtout au parti démocrate et à travers le système bipartisan incarné par le « deep state » [Etat profond].

Bien sûr cette « révolution » est conservatrice comme en témoigne ses positions antérieures sur le droit du travail et le droit syndical et sur les privatisations des services publics. Concernant le premier aspect Trump s'est montré extrêmement discret pendant sa campagne électorale. Nombreux sont cependant ses conseillers et fidèles à avoir participé à la rédaction de « *Project 2025* », un document de 920 pages du *Think Tank* « *Heritage Foundation* » élaboré à partir des propositions d'une centaine

d'organisations se définissant elles-mêmes comme conservatrices. Ce document qui se présente comme le programme souhaité pour un second mandat de Trump a été publié en avril 2023. Il prévoit pêle-mêle de limiter le droit d'organisation, d'autoriser les Etats à interdire les syndicats, à abroger les lois sur les heures supplémentaires, à diminuer les protections en matière de santé, de sécurité, contre le travail des enfants, etc¹⁷.

La privatisation des services publics fait bien sur partie des centaines de propositions de « *project 2025* ». Sans surprise Trump annonce dès son arrivée au pouvoir son intention de privatiser le « service postal américain » (UPS). Il en est de même pour l'expulsion massive des sans-papiers qui occupe une large place dans « *project 2025* ».

Que la « révolution » qu'envisage Trump soit « conservatrice » n'en diminue pas moins son caractère de rupture profonde dans le fonctionnement de l'impérialisme états-unien. Il s'agit en fait d'une tentative de redistribution des cartes au sein de la classe dominante états-unienne en faveur des secteurs capitalistes ayant encore un pied dans l'industrie et au détriment du capital financier pur.

¹⁷ Heritage Foundation, *Mandate for leadership. The Conservative Promise*, Paul Dans and Steven Groves, Washington, 2023, pp. 581-619.

C'est ce qui explique les conflits de Trump avec une partie importante de « l'Etat profond ». Ce concept, bien entendu catalogué de « complotiste » par l'idéologie dominante est incontournable pour comprendre l'Etat bourgeois et son fonctionnement. Il désigne l'ensemble des forces bipartisane qui ont un pouvoir d'influence sur la décision politique : le complexe militaro-industriel, les agences diverses, les lobbies, les hauts fonctionnaires, etc. Loin d'être un complot ourdi en secret, il s'agit d'une organisation de l'Etat garantissant pour la fraction dominante de la classe dominante une stabilité de la politique menée au-delà des aléas de l'élection politique. C'est la raison pour laquelle Lénine estimait que l'appareil d'Etat bourgeois ne devait pas seulement être conquis mais devait être détruit. La « révolution conservatrice » de Trump se heurte à cet Etat profond et il est encore trop tôt pour prévoir l'issue de cette lutte qui a conduit à une extrême polarisation de la société américaine, dont les inégalités criantes, les distorsions, la violence et les divisions sont arrivés à un point de crise inédite.

IV-b) La stratégie internationale de Donald Trump

La dimension nationale de la « révolution conservatrice » de Trump est indissociable de sa dimension internationale. C'est d'ailleurs la nécessité de se préparer à la guerre qu'invoque le conseiller économique de Trump ci-dessus cité pour justifier l'urgence d'une politique de réindustrialisation. Stephan Miran considère en effet que l'impact économique de la désindustrialisation est une diminution des ressources financières de l'Etat pour disposer d'une armée à la hauteur des besoins. Il considère également que la capacité de production industrielle détermine la capacité à produire des armes et en conséquence la puissance militaire :

Le problème est aggravé par l'inversion de la « fin de l'histoire » et le retour des menaces à la sécurité nationale. En l'absence de rivaux géopolitiques majeurs, les dirigeants américains pensaient pouvoir minimiser l'importance du déclin des installations industrielles. Mais la Chine et la Russie étant des menaces non seulement commerciales mais aussi sécuritaires, il est de nouveau nécessaire de disposer d'un secteur manufacturier robuste et bien diversifié. Si vous n'avez pas de chaînes d'approvisionnement pour produire des armes et des systèmes de défense, vous n'avez pas de sécurité nationale. Comme l'a déclaré le président Trump, « si vous

*n'avez pas d'acier, vous n'avez pas de pays*¹⁸»

Autrement dit, Stéphen Miran considère que la soif de profits maximum à court terme a conduit le capital financier états-uniens, du moins sa fraction dominante, à sous-estimer le danger chinois et la préparation de la guerre qu'il nécessiterait. La même logique conduit Donald Trump à considérer qu'il est nécessaire de faire cesser certains conflits pour mieux se concentrer sur celui qu'il pense central. La guerre en Ukraine, de ce point de vue, lui semble contre-productive dans la mesure où elle a renforcé l'isolement des USA, les BRICS+ et les liens Chine-Russie.

De surcroît l'hypothèse d'une « stratégie Kissinger à l'envers » n'est pas à éliminer. Rappelons que l'ancien secrétaire d'Etat a été l'artisan du rapprochement entre Pékin et Washington en 1972 dans l'objectif réussi d'affaiblir l'URSS et de la pousser à des concessions. La diplomatie dite « triangulaire » a pour objectif de diviser deux acteurs ayant un intérêt objectif à s'unir pour faire avancer sa propre puissance. Il résume comme suit son conseil au président Nixon : « Au cours des 15

*prochaines années, nous devons pencher du côté des Chinois contre les Russes. Nous devons jouer ce jeu d'équilibre des forces sans aucune émotion. Pour l'instant, nous avons besoin que les Chinois corrigent les Russes et les disciplinent. [...] Notre préoccupation actuelle avec la Chine, à mon avis, Monsieur le Président, est de l'utiliser comme contrepoids à la Russie*¹⁹. »

Le même Kissinger défend la même logique mais en l'inversant. Il s'oppose à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, cette fois-ci pour éviter le rapprochement de la Chine et de la Russie. Il considère qu'une Ukraine « neutre » est la seule voie pour s'opposer à un rapprochement entre la Chine et la Russie qui serait un renforcement de Pékin qu'il considère désormais comme Trump comme étant l'ennemi principal. Bien qu'il ait changé de point de vue en mai 2023 en défendant l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, Kissinger évaluait comme suit la situation jusqu'à cette date : « *Nous sommes au bord de la guerre avec la Russie et la Chine, affirme-t-il. Nous avons provoqué des problèmes sans avoir la moindre idée de la manière dont cela*

¹⁸ Stephen Miran, *A User's Guide to Restructuring the Global Trading System*, op. cit., p. 5.

¹⁹ Kissinger, Nixon, 1972, « Conversation Between President Nixon and Henry

Kissinger », 14 février, in U.S. Department of State, *FRUS, 1969-1976, vol. I, Foundations of Foreign Policy, 1969-1972*, p. 359-360.

*va se terminer ou où cela va nous mener*²⁰. »

Il est encore trop tôt pour déterminer si cette logique conduira à des dynamiques d'apaisement à d'autres endroits de la planète comme avec l'Iran par exemple. Et là il faut prendre en compte l'influence du lobby sioniste. Ce qui est en revanche déjà certain c'est que l'opposition à la Chine est l'axe central de sa politique internationale. C'est elle qui est mise en avant dans le conflit avec le Panama avec comme résultat avec comme conséquence le retrait de celui-ci du projet chinois des nouvelles routes de la soie.

C'est également ce conflit qui est à l'origine des prétentions états-uniennes sur le Groenland en envisageant même la possibilité de l'annexer par la force si nécessaire. L'enjeu est l'accès aux terres rares de ce pays afin de ne plus être dépendant de la Chine pour l'accès à ce minéral. Et c'est aussi l'exploitation des richesses de l'Arctique, en concurrence ou en coopération avec la Russie. De même sa politique agressive envers le Mexique et le Canada vise à restaurer la prééminence des

productions étatsuniennes par rapport aux importations de ces deux pays. Ce qui, en fait signifie la fin de l'ALENA. La décision de la Chine de riposter aux restrictions commerciales états-uniennes en limitant l'exportation de ces minéraux vers les Etats-Unis à partir de 2023, a encore renforcée cet intérêt de Trump sur le Groenland. Justifiant ses menaces sur le Groenland Trump déclare explicitement sur le réseau social Truth Social : *« Pour des raisons de sécurité nationale et de liberté dans le monde, les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue*²¹.

C'est enfin la même logique qui conduit le président états-unien à appeler le Canada à devenir le 51^e Etat des USA en le menaçant de sanctions économiques en cas de refus. Expliquant cette position de Trump, le 7 février 2025, l'ancien premier ministre Justin Trudeau explique : *« Je suggère que non seulement l'administration Trump sait combien de minéraux critiques nous possédons, mais que c'est peut-être même la raison pour laquelle elle continue de parler de nous absorber et de faire de nous le 51^e État*²². »

20. Tunku Varadarajan, "Henry Kissinger Surveys the World as He Turns 100", *Wall Street Journal* du 26 mai 2023.

²¹ Donald Trump, post du 22 décembre 2024 sur le réseau *Truth Social*.

²² Justin Trudeau, intervention au sommet économique de Toronto, dans Sarah Ritchie et Sammy Hudes, *Trudeau dit aux participants à un*

Même le choix de supprimer la quasi-totalité de « l'aide humanitaire » états-unienne s'inscrit dans une logique de préparation à la guerre. L'objectif annoncé d'une économie de 60 milliards de dollars est, non seulement le dégagement de fonds pour la hausse des budgets militaires mais aussi le signe d'un abandon du *Soft Power* et du choix de privilégier la menace directe c'est-à-dire le *Hard Power*²³. La réduction des dépenses touche l'ensemble des organismes du *Soft Power*. Sont concernés l'USAID [Agence américaine pour le développement international] et ses milliers de projets d'aide alimentaires, de prévention de la tuberculose ou du paludisme, le programme PEPFAR consacré à la prévention du Sida mais aussi la NED [National Endowment for Democracy] principal financeur de milliers d'associations et collectifs servant à préparer des révolutions colorées sur l'ensemble des continents. US Aid et NED aux côtés des services secrets US participent directement à concrétiser les stratégies hégémoniques des Etats-Unis.

sommet que Trump est sérieux sur le 51^e Etat, L'Actualité du 7 février 2025.

²³ Le *Soft* et le *Hard Power* sont deux moyens d'imposer les intérêts d'une puissance. Le *Hard Power* ou « puissance dure » s'impose par la force [sanctions économiques, interventions militaires, menaces, etc.] et le *Soft Power* sur des

La logique de préparation de la guerre avec la Chine comprend, bien entendu, un volet militaire. Un des premiers décrets de Trump concerne la construction d'un bouclier de défense antimissile dit « Dôme de fer » pour rendre hommage à son homologue israélien (qui n'a toutefois pas brillé par son efficacité lors du récent conflit avec Gaza, le Liban et le Yémen). Le projet a été jugé suffisamment sérieux pour que la Russie réagisse officiellement par une déclaration de la porte-parole du ministre des affaires étrangères Maria Zakharova : « *Nous considérons qu'il s'agit là d'une nouvelle confirmation de l'intention des États-Unis de faire de l'espace une arène de confrontation armée et d'y déployer des armes [...]* Ce plan vise explicitement à dévaloriser les capacités de dissuasion stratégique de la Russie et de la Chine [...] En d'autres termes, ces approches américaines ne contribueront pas à réduire les tensions²⁴ ».

Le coût d'un tel projet est, bien entendu, faramineux. La décision de Trump a été prise avant même l'évaluation précise de ce coût. Le décret donne en effet mission au secrétaire à la défense de mener à

stratégies d'influences [aides, financement d'associations, « révolutions colorées », etc.].

²⁴ conférence de presse de Maria Zakharova, porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Saransk, 31 janvier 2025, consultable sur le site du Ministère.

bien celle-ci dans un délai de deux mois. Compte-tenu de la porosité entre « armes défensives » et « armes offensives », un tel projet ne peut que relancer de plus belle la course aux armements. Rappelons à ce sujet que le budget états-unien de la défense est le plus important au monde avec un montant de plus de 850 milliards de dollars soit 12 % du budget national et 3 % du PIB et que les USA entretiennent près de 900 bases militaires à travers le monde, constituant par exemple un véritable cordon sanitaire agressif autour de la Chine.

Il y a bien sur des effets d'annonces comme éléments de stratégie de négociation dans les propos et projet de Trump, mais il y a aussi un message en direction du complexe militaro-industriel qui est un des acteurs les plus puissants et les plus riches de « l'Etat profond ». S'il est encore trop tôt pour savoir si Trump et son équipe auront les moyens de leurs ambitions, il est en revanche certain que nous sommes en présence de la tentative la plus ambitieuse depuis des décennies pour rétablir une hégémonie états-unienne durable ce qui suppose et prioritairement à ses yeux de sauver le système capitaliste étasunien.

IV-c) Un séisme pour l'Europe

La stratégie de Donald Trump en Ukraine est un révélateur de la

secondarisation de l'Union européenne dans les rapports de force mondiaux. La conversion totale à l'atlantisme depuis plusieurs décennies a largement fait reculer sa souveraineté et celle de ses pays membres. En cohérence avec son caractère « d'alliance impérialiste » c'est-à-dire « d'alliance entre brigands », l'atlantisme se fonde sur un rapport de vassalisation dominé par l'impérialisme le plus puissant.

La décision états-unienne de contourner les gouvernements européens et ukrainien et de s'adresser directement à Poutine est un rappel amer de cette place de vassal. Une véritable panique s'est donc emparée des capitales européennes, certains dirigeants politiques n'hésitant pas à parler de « nouveau Yalta » c'est-à dire d'un partage de l'Europe en zones d'influence entre Washington et Moscou. La panique est d'autant plus grande pour ceux qui, par leur choix atlantiste absolu, ont attachés—le destin de leur pays à Washington dans l'espoir de maximiser les profits de leur capital financier, que la stratégie de Trump signifie que le coût de la guerre en Ukraine sera entièrement supporté par cette dernière et par l'Union européenne. La confrontation avec la Chine en préparation suppose des moyens tels qu'il faut faire largement payer les vassaux.

Concernant l'Ukraine, Trump a déjà annoncé une facture d'au minimum 500 milliards en paiement des armes fournies. Il propose de récupérer ces sommes par un accès gratuit au minerais ukrainiens. Concernant l'Union européenne, l'objectif du président états-unien n'est rien d'autre que de lui faire supporter une part essentielle des dépenses de l'OTAN. Il exige ainsi que les dépenses militaires des pays de l'Union européenne passent à 5 % du PIB en menaçant de se retirer de l'OTAN en cas de refus. Une telle hausse est inédite et lourde de conséquences sociales. Rappelons en effet que ces dépenses constituent aujourd'hui 2 % du PIB soit 300 milliards d'euros en 2024, à quoi il faut ajouter les dépenses d'investissement qui s'évaluaient à la même date de 100 milliards d'euros. Le coût de ces dépenses militaires était déjà en hausse impressionnante depuis le début de la guerre en Ukraine : hausse de 100 milliards d'euros pour les premières par rapport à 2021 et de 50 milliards pour les secondes²⁵. Cette hausse depuis 2021 est la cause principale de la hausse des politiques austéritaires de ces dernières années et de la fascisation de l'Etat pour les imposer coûte que coûte.

Bien entendu les Etats-Unis n'ont nullement l'intention de quitter l'OTAN. Le chantage vise à imposer la facture et en particulier de contraindre l'Union européenne à acheter des armements états-unien pour le plus grand profit du complexe militaro-industriel états-unien. Les 5 % pourront ainsi être généreusement revu à la baisse [tout en maintenant une hausse importante] en échange de cette vassalisation militaire plus grande et surtout du sacrifice d'une partie des profits de l'industrie militaire européenne. Rappelons à cet égard que Trump exige bien sûr des autres ce qu'il refuse de s'appliquer à lui-même : seul 10 % des dépenses militaires états-uniennes sont d'origine étrangère alors que 44 % des dépenses européennes sont d'origine états-unienne. 44 % ce n'est pas assez pour le nouveau président états-unien.

A cette « impôt » nouveau sur l'industrie d'armement [et donc sur les profits de ce secteur clef de la structure du capital européen] s'ajoute l'intention évoquée ci-dessus de mettre la main sur les minerais stratégiques ukrainiens. La part du butin espéré de la guerre en Ukraine et de la reconstruction de celle-ci se réduit considérablement pour le capital européen.

²⁵ Jean-Pierre Maulny, *Retour de Donald Trump à la Maison Blanche : le grand test pour l'industrie de défense européenne*, directeur adjoint de

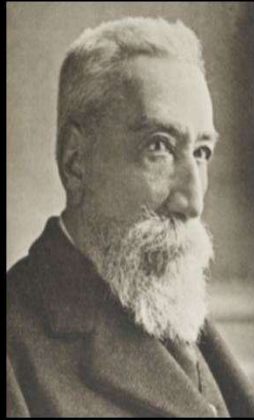
l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 21 janvier 2025.

La hauteur de la note explique les paniques européennes actuelles et la multiplication des discours guerriers. La réaction majoritaire est un plan de réarmement inédit depuis la seconde guerre mondiale. Certains évoquent des hausses de centaines de milliards d'euros, d'autres la nécessité d'une économie de guerre, d'autres encore de réintroduire le service militaire. Ces annonces sont une préparation de l'opinion publique à des sacrifices inédits depuis la seconde guerre mondiale au nom de l'Union Sacrée comme en d'autres périodes tragiques de notre histoire. Les baisses des dépenses dans les budgets sociaux et les attaques contre les travailleurs qui découlent de ce réarmement sont sans commune mesure avec celle que nous avons connus jusqu'à aujourd'hui. Elles devront être imposée par une répression considérablement accrue des contestations sociales et une remise en cause généralisée des droits démocratique. Bref la fascisation s'accélère et la préparation d'une séquence fasciste si nécessaire également.

L'élection de Donald Trump est une réaction d'une partie du capital à la tendance de longue durée de déclin de l'hégémonie états-unienne et la tentative la plus sérieuse d'y mettre fin depuis des décennies. Elle acte l'entrée dans une nouvelle

séquence historique centrée sur la préparation de la guerre contre la Chine. Elle signifie une mutation des stratégies états-uniennes dans le sens d'une tentative de distendre la relation Chine-Russie. Elle impose à l'Union européenne une facture inédite depuis la seconde guerre mondiale qui se traduira logiquement par une paupérisation massive également inédite. Et fort probablement du coup par une politique de plus en plus répressive et de division des classes travailleuses par tous les moyens, en particulier par le racisme et la mise en concurrence des travailleurs sous contrat CDI, des précaires et des chômeurs.





« On croit mourir pour
la patrie ; on meurt
pour des industriels. »

Anatole France (1844 - 1924)



Conclusion

La destruction de l'URSS au début de la décennie 90 a plongé le monde dans une situation inédite depuis les débuts du capitalisme, celui d'un monde unipolaire avec une puissance impérialiste hégémonique sans aucun contre-poids significatif. Il s'en est suivi une multiplication des guerres de balkanisation pour inscrire dans le marbre et la longue durée cette hégémonie états-unienne. Il en a également découlé une vassalisation accrue des autres puissances impérialistes et un parasitisme grandissant de l'économie états-unienne s'installant dans un comportement rentier.

Progressivement la réaction à cet ordre hégémonique mondial s'est amplifiée sous des formes multiples et non coordonnées, de la part de classes sociales très divers et donc parfois contradictoires, jusqu'à déboucher sur un changement qualitatif qui s'est concrétisé par l'affirmation des pays émergents,

par les BRICS+, par des expériences nationales de rupture avec l'ordre capitaliste plus ou moins conséquentes, etc. Le rôle exemplaire de la résistance et du peuple palestinien aux côtés des peuples de la région en particulier au Liban, Syrie, Yémen traduit un changement profond. Le large soutien de l'opinion internationale aux revendications légitimes du peuple palestinien, la condamnation universelle du génocide sioniste, les condamnations des dirigeants israélien pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ont conduit à l'isolement international d'Israël et du même coup à affaiblir politiquement ses soutiens occidentaux en particulier les Etats-Unis et également les régimes arabes corrompus.. La puissance hégémoniste états-unienne et ses alliés occidentaux sont de ce fait entré dans un processus de déclin.

La guerre en Ukraine a révélé l'ampleur de ce déclin politique,

économique, militaire et technologique, en même temps qu'elle l'a accéléré. Elle a en effet exacerbé l'ensemble des contradictions mondiales en produisant un rapprochement Chine-Russie, un refus d'obéissance de nombreux pays du Sud global, une accélération de la dynamique des BRICS+, un refus large des sanctions contre la Russie, une vassalisation encore accrue de l'Europe, etc.

Le recul momentané du mouvement ouvrier en général et communiste en particulier ne lui a pas permis d'influencer de manière significative cette vaste réaction anti-hégémonique qui est objectivement anti-impérialiste.

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump ouvre à son tour une nouvelle séquence historique. Celle-ci signifie la prise de conscience par une partie de la classe dominante de la crise de l'hégémonie états-unienne et une tentative d'y remédier par tous les moyens possibles, y compris la guerre généralisée et l'autoritarisme grandissant. Pour les fractions du capital que représente Trump, l'opposition à la Chine devient l'axe central de la stratégie de reconquête. L'élection de Donald Trump révèle ainsi un tournant historique dont les peuples du monde doivent mesurer la véritable mesure. Il s'agit ni plus ni moins que d'une véritable (contre-) « révolution

conservatrice » visant à réarmer industriellement et militairement les Etats-Unis afin de contrecarrer la Chine et mettre fin au déclin de l'hégémonisme états-unien.

La rupture est telle que ces fractions du capital n'hésitent pas à remettre en cause les logiques et politiques libérales de ces dernières décennies. Dans un monde unipolaire ces logiques de maximisation du profit à court terme pouvaient faire l'unanimité de la classe dominante, toutes les fractions du capital pouvant en bénéficier. Dans un monde marqué par le déclin de l'hégémonie états-unienne, elles apparaissent suicidaires pour une partie du capital.

Les nouveaux choix stratégiques états-uniens ayant à leur base la crise systémique du capitalisme atteignant un paroxysme jamais atteint bousculent également les alliances entre puissances impérialistes. La pression financière des Etats-Unis sur ses alliés en découle en cohérence avec la logique globale de préparation d'un conflit global avec la Chine.

S'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de ces changements énormes sur les contradictions entre puissances impérialistes et en particulier sur la contradiction Union européenne/Etats-Unis, la panique qui s'est emparée des chancelleries

européennes mais également de la quasi-unanimité des partis politiques et des médias, souligne une nouvelle fois l'ampleur des changements en cours. Après avoir défendu un soutien militaire absolu à l'Ukraine, les pays européens mais également la quasi-totalité de leur classe politique, y compris de « gauche » [En France du PS à la LFI en passant par le PCF et les Verts], se retrouvent désarçonnés devant les mutations de la stratégie états-unienne.

Quel que soit l'évolution de ces contradictions [vassalisation accrue, tendance à la rupture, ou situation de nouvel équilibre], une certitude s'impose : Les budgets militaires européens vont exploser dans une ampleur inédite depuis la seconde guerre mondiale. Inévitablement cela se traduira par une paupérisation tout autant inédite pour financer cette militarisation. La classe dominante européenne et en particulier française est consciente des risques d'explosions sociales énormes qui se profilent. Elle s'y prépare par une accélération de la fascisation, une campagne idéologique de préparation à la guerre et la préparation active d'une séquence fasciste en cas de besoin.

Nous entrons ainsi dans une période lourde de dangers et d'exacerbations de la lutte des classes. Dans ce contexte, il est plus qu'urgent que les travailleurs puissent de nouveau disposer des outils nécessaires à leurs luttes, à savoir un syndicat de lutte des classes et un parti communiste. Il est tout aussi nécessaire de rebâtir un puissant mouvement de la paix sans lequel nous seront démunis face à la campagne de préparation de l'opinion à un consentement à la guerre.

Telles sont les questions posées et à résoudre par la situation nouvelle. Une nouvelle fois les contradictions du capitalisme mènent l'humanité vers-l'horreur.

NON A LEURS GUERRES !

Les mêmes qui nous ont volé 2 ans de retraite au nom de soi-disant économies à faire, ont trouvé en quelques heures 800 milliards pour surarmer les pays de l'UE, notre pays en tête. Comme si les 413 milliards (record historique) votés dans la loi de programmation militaire française n'étaient pas déjà de l'argent pris sur la santé, l'école, l'emploi, le logement...



Comme si le doublement de la participation au budget de l'OTAN exigé par TRUMP n'était pas une folie piétinant le droit des peuples.

Le gouvernement voudrait nous faire avaler qu'il faut s'armer pour protéger la paix mais en quoi les envois d'armes en Ukraine votés à l'unanimité des 577 députés (moins une voix) ont-ils permis la paix ?

Dans quel moment et où dans l'histoire les armes ont-elles été les garantes de la paix ? Depuis 2000 ans on veut faire croire aux peuples que « *qui veut la paix prépare la guerre* » mais c'est le contraire !

Au cours des siècles, à chaque fois qu'il y a eu armement cela a été l'escalade, et notre époque ne fait pas exception de la Palestine à l'Ukraine en passant par le Congo et tant d'autres pays du monde.

Faut-il le rappeler ? Les armes sont faites pour tuer. Pas pour nourrir, pas pour loger, pas pour soigner, tous ces besoins vitaux de l'être humain.

Depuis 3 ans nous alertons sur le danger grandissant d'une nouvelle guerre mondiale, multiplions les actions et nous associons à toutes les initiatives de paix et plus que jamais nous continuerons.

- **Pour le retrait et la dissolution de l'OTAN.**
- **Pour le respect du choix des populations concernées, en Ukraine, en Palestine, en Afrique ou ailleurs.**

Pas un sou, pas une arme, pas un soldat pour leurs guerres !

Signons et faisons signer massivement la pétition

